

PARLEMENT FÉDÉRAL

CHAMBRE DES COMMUNES

SEANCE D'HIER

La séance est ouverte à 3 heures. Banque de London. M. MILLS propose que le bill concernant la banque de London, Canada, soit soumis une seconde fois au comité des banques du commerce pour être pris en considération de nouveau. — Adopté.

Les faux billets de banque L'honorable M. THOMPSON dépose un bill pour punir les personnes qui annoncent la vente de faux billets de banque. Ce bill est lu pour la première fois.

Les enfants abandonnés L'honorable M. THOMPSON dépose un bill pour punir les personnes qui abandonnent ou maltraitent par leurs parents ou par eux-mêmes des enfants, ou qui les envoient dans des institutions ou en prendra soin.

On propose par ce bill que les enfants qui sont abandonnés ou maltraités par leurs parents soient placés dans des institutions ou en prendra soin. Les deux premiers articles du bill sont basés sur une loi passée par la législature d'Ontario, mais les autres clauses sont plus sévères que les dispositions de la loi dont je viens de parler.

Si ce bill était adopté, je ne puis dire si la nouvelle loi fera plus de bien que celle qui est en vigueur. Il est possible qu'on en retranche quelques clauses. Les deux premiers articles du bill sont basés sur une loi passée par la législature d'Ontario, mais les autres clauses sont plus sévères que les dispositions de la loi dont je viens de parler.

La Cour Suprême L'honorable M. THOMPSON dépose un bill pour amender le nouveau l'acte concernant la Cour Suprême et la Cour de l'Échiquier.

Le ministre de la Justice dit qu'il y a quelques semaines l'honorable juge Taché a obtenu un congé et qu'il n'est plus dans un autre juge est tombé malade, de sorte qu'il ne reste que quatre juges pour prendre avis des sections de la cour qui s'ouvrent mardi prochain.

D'autres les dispositions de la loi actuelle en vigueur il faut cinq juges pour former un quorum et par ce bill on propose de réduire, dans un cas spécial, ce nombre à quatre juges; mais il n'est pas possible de dans une cause les opinions fussent également divisées, la cause serait plaquée de nouveau devant cinq juges.

La révision des listes électorales L'honorable M. THOMPSON, en réponse à M. Trow, dit que le gouvernement n'a pas l'intention de soumettre à la chambre un projet de loi pour réviser les listes électorales, mais la révision des listes électorales, qui se fait en vertu de l'acte concernant la franchise électorale.

Le bill est lu pour la première fois. Chemins de fer M. LISTER dépose un bill concernant les chemins de fer, etc. qui traitent des chemins de fer.

Le bill est lu pour la première fois. L'immigration L'honorable M. CARLING, en réponse à M. Curran, dit que le gouvernement a exigé que des échantillons de boissons offertes en vente soient soumis à l'analyse, en vertu des dispositions de l'acte concernant la falsification des substances alimentaires.

Les volontaires de 1866 et 1870 Sir A. P. CARON, en réponse à M. Somerville, dit que le gouvernement, par l'entremise de son ministre des pensions, a correspondu avec le gouvernement impérial au sujet des médailles de la guerre de 1866 et 1870, mais qu'il n'a pas encore reçu de réponse.

Les immigrants belges L'honorable M. CARLING, en réponse à M. Oton, dit qu'une commission était allée à Paris, en vue d'une compagnie de vapeurs en Belgique, pour les immigrants belges, mais qu'elle n'a pas encore reçu de réponse.

Le pêche dans la mer de Behring M. GORDON demande copie de la correspondance et autres documents ayant trait à la saisie des bâtiments américains faisant la chasse au phoque dans la mer de Behring.

Ces documents démontrèrent, dit-il, que le gouvernement a adopté les mesures qu'il fallait dans ce cas, et j'espère que le gouvernement impérial sera satisfait de ces mesures.

M. PRIBOR appuie cette proposition. Il relate les particularités de ce qui se rattache à la question.

En 1887, dit-il, le gouvernement américain a acquis de la Russie, au prix de \$7,000,000, le territoire de l'Alaska. On peut juger de la valeur de ce territoire par le fait qu'il n'y a eu qu'un seul arpenteur pour un million de acres par année, et que la compagnie de pêche de l'Alaska paie \$350,000 annuellement pour les privilèges dont elle jouit.

En 1887, trois bâtiments canadiens qui faisaient la chasse au phoque, dans une baie de la côte de l'Alaska, ont été saisis et amenés à Alaska, où leurs propriétaires ont été condamnés, en outre, à payer une amende.

On voit par les documents qui ont été produits à la dernière session que le gouvernement n'a rien négligé pour empêcher que pareille chose ne se renouvelât, mais l'acte dernier le gouvernement américain a encore saisi six autres bâtiments de pêche canadiens et huit bâtiments américains.

Le gouvernement des États-Unis ne regardait pas à insulter le drapeau américain, quitte à faire des excuses plus tard, pourvu que la compagnie de l'Alaska continue à lui payer le prix convenu pour les privilèges qui lui ont été accordés.

J'ai constaté, néanmoins, que les journaux américains les plus importants blâment le conduite du gouvernement des États-Unis en cette circonstance.

J'ai craint qu'il était opportun de soulever cette question maintenant, et que le gouvernement américain a envoyé trois vaisseaux en croisière dans le détroit de Behring, pour saisir les bâtiments de pêche qui se rencontreraient dans ces eaux.

L'honorable M. FOSTER foliole le député de Vancouver d'avoir si bien exposé les faits qui se rattachent à cette question.

Il y a quelques jours, ce ministre de la marine, alors que les négociations à ce sujet étaient encore pendantes, il n'aurait pas été opportun de produire ces documents, mais aujourd'hui je suis autorisé à le faire.

La question se présente sous un autre aspect aujourd'hui, vu que le gouvernement des États-Unis a déclaré que les pêcheurs américains aussi, l'été dernier, dans le but, sans aucun doute d'empêcher tout navire, à l'exception de ceux de la marine marchande, de naviguer dans le détroit de Behring.

Comme l'a dit l'honorable député de Vancouver, le gouvernement n'a rien négligé pour empêcher que pareille chose ne se renouvelât, mais l'acte dernier le gouvernement américain a encore saisi six autres bâtiments de pêche canadiens et huit bâtiments américains.

PROVINCE DE QUEBEC

SOREL. — Le Yacla d'Honorable de M. Saint-James est allé à Saint-Ours, dimanche, ayant à son bord plusieurs voyageurs, etc. C'est la première excursion de la saison.

Le Conseil a décidé de fournir des uniformes à nos hommes de police.

SAINTE-GEORGIE. — Samedi dernier, le 21 du courant, vers neuf heures, le feu s'est déclaré dans la maison de M. Philippe Laguire, Marchand à Saint-Georges.

Le feu, ayant origine dans le haut de la maison, on a pu, en grande partie, le maîtriser. C'est un village assez important, et les dommages sont considérables.

SAINTE-GEORGIE. — M. N. S. S. Les épreuves de la course de la ville de Saint-Georges, le 21 du courant, ont été fort intéressantes. Le vainqueur a été M. J. L. L.

M. Louis Landry, de Saint-Denis, a fait ces jours derniers, dans le but de faire mention, il a été à Saint-Denis, dans une partie de chasse avec ses amis, et a tué un cerf, un chevreuil, un lièvre et un lapin.

M. Mackenzie. — Le gouvernement impérial qui a approuvé le projet de loi pour régler cette question, mais dans ce cas, comme dans tous les autres, le gouvernement impérial a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

PROVINCE DE QUEBEC

SOREL. — Le Yacla d'Honorable de M. Saint-James est allé à Saint-Ours, dimanche, ayant à son bord plusieurs voyageurs, etc. C'est la première excursion de la saison.

Le Conseil a décidé de fournir des uniformes à nos hommes de police.

SAINTE-GEORGIE. — Samedi dernier, le 21 du courant, vers neuf heures, le feu s'est déclaré dans la maison de M. Philippe Laguire, Marchand à Saint-Georges.

Le feu, ayant origine dans le haut de la maison, on a pu, en grande partie, le maîtriser. C'est un village assez important, et les dommages sont considérables.

SAINTE-GEORGIE. — M. N. S. S. Les épreuves de la course de la ville de Saint-Georges, le 21 du courant, ont été fort intéressantes. Le vainqueur a été M. J. L. L.

M. Louis Landry, de Saint-Denis, a fait ces jours derniers, dans le but de faire mention, il a été à Saint-Denis, dans une partie de chasse avec ses amis, et a tué un cerf, un chevreuil, un lièvre et un lapin.

M. Mackenzie. — Le gouvernement impérial qui a approuvé le projet de loi pour régler cette question, mais dans ce cas, comme dans tous les autres, le gouvernement impérial a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

M. MILLS. — Il présente deux questions distinctes, celle qui a trait à la compensation des dommages, qui ont été causés et celle touchant la juridiction sur la cause en question. Le gouvernement américain en fait-il la distinction?

Sir Charles Tupper. — Le gouvernement américain a obtenu les renseignements les plus complets du gouvernement canadien, qui, ainsi que je l'ai dit déjà, n'a rien négligé pour obtenir que justice nous soit rendue.

AU TEMISKAMING

Brochure de 20 pages in-80

En vente au Bureau du Canada

Fonderie de Hull

T. LAWSON

MAISON SAINT-GEORGE

HOTEL CANADIEN

VENTE POUR CLORE

Pour acheter

Vêtements

McDougal & Cuzner

THOMAS LAWSON

FERRONNERIES

CARTES PROFESSIONNELLES

Macdougall, Macdougall & Belcourt

O'Carra & Remon

McIntyre, Lewis & Code

GEO. McLAURIN, L. B.

J. P. FISHER

McVeity & Henderson

STEWART, CHRYSLER & GOUPEY

W. J. CODE

Bradley & Snow

GUNDY & POWELL

HODGINS, KIDD & RUTHERFORD

LINDEN & COLE

Dr FISSIAULT

GEORGE COX

CHS. DESJARDINS

LAURENT DUHAMEL

L. N. LOYER

W. E. BROWN

CHAUSSURES EN GROS!

Isidore Despatie

A LOUER

Isidore Despatie

A LOUER

Isidore Despatie

A LOUER

Isidore Despatie

A LOUER

LOTTERIE NATIONALE DE COLONISATION

MERCREDI, 16 MAI 1888, A 2 HEURES P.M.

Valeur des Lots, \$60,000

1ère SERIE

2ème SERIE

DEMANDE DE BILLETS

GRANDE VARIETE

CHAPEAUX

JOSEPH COTE

NOUVEAUX MEUBLES

HARRIS & CAMPBELL

CHAISES ET BERCEUSES

HARRIS & CAMPBELL

Manufacture de VOITURES!

ROYALE

LEVEILLE & MATHÉ

PROPRIETAIRES

56 RUE DALY - 19 ET 21 RUE STEWART

AVIS! PATINS!

COMPAGNIE MANUFACTURIERE DE

E. B. EDDY & Cie

HULL, P. Q.

BOIS DE CHARPENTE

Portes, Chassis, Jalousies, Moulures, Ouvrages de Maisons, Etc, Etc, Etc

ALUMETTES "TELEGRAPH" DE PREMIERE QUALITE

